



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 15 mai 2022 N° 485 PRIX : 0,60 Euro

MALI



Le Meeting de soutien aux FAMA (Forces armées maliennes) le 13 mai 2022 à Bamako

**La démagogie nationaliste des putschistes ne doit pas
cacher leur véritable nature dictatoriale**

Sommaire au verso

Sommaire

Éditorial : Mali : la démagogie nationaliste des putschistes ...

Pages 3 et 4 : **Mali**

- ▶ L'insalubrité de la capitale pourrit le quotidien des habitants.
- ▶ Les travailleurs de l'hôtel de L'Amitié de Bamako protestent contre les licenciements.

Pages 5 et 6 : **Sénégal**

- ▶ Les travailleurs ne demandent pas la charité mais le droit de vivre décemment de leur travail.
- ▶ Les requins de l'immobilier

Pages 6 et 7 : **Côte d'Ivoire**

- ▶ COP 15 : rien que de la comédie.
- ▶ Trafic de faux médicaments ...
- ▶ Les autorités ne traitent pas les habitants des quartiers pauvres comme des humains !

Pages 8 et 9 : **Madagascar**

- ▶ Il y a 50 ans, le 1^{er} régime post colonial fut balayé par un raz-de-marée de la population pauvre.

Pages 9 à 11 : **50^{ème} anniversaire de la mort de Nkrumah**

- ▶ L'Afrique unie sera socialiste

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 20 €

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT BP 42

92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Éditorial

P.2

MALI : LA DÉMAGOGIE NATIONALISTE DES PUTSCHISTES NE DOIT PAS CACHER LEUR VÉRITABLE NATURE DICTATORIALE

Les colonels putschistes au pouvoir à Bamako depuis le renversement du président Ibrahim Boubakar Keïta, continuent d'entretenir une certaine démagogie nationaliste anti française, anti Cédéao, notamment depuis l'embargo décidé le 9 janvier 2022 par les dirigeants de la Cédéao avec l'appui du président français Macron.

Les sanctions économiques et la fermeture de frontières sont soi-disant destinées à punir le régime dit de transition du colonel Assimi Goïta, mais les premières victimes sont les populations pauvres. L'embargo a aggravé la crise économique, le coup de la vie a fait un bond suite à la pénurie des marchandises importées. Au final, même les prix des denrées produites localement ont suivi la hausse, mais le gouvernement au lieu de s'en prendre aux grossistes et aux importateurs qui profitent de la situation pour faire de grosses marges, cherche des boucs émissaires du côté des petits commerçants.

Grâce à leurs discours nationalistes, les putschistes ont réussi jusqu'ici à se maintenir au pouvoir en entraînant derrière eux une partie non négligeable de la population. Plusieurs manifestations organisées par les militaires ont réuni des milliers de personnes à Bamako. Certes, ces manifestations sont largement encadrées par le pouvoir mais elles témoignent tout de même d'une certaine adhésion en sa faveur malgré une situation économique catastrophique. Les putschistes ne semblent pas avoir de difficultés pour convaincre que ce ne sont pas eux qui sont responsables des difficultés économiques du pays mais les dirigeants de la France et de la Cédéao qui veulent mettre le Mali à genoux.

Après la décision de mettre fin à la présence des troupes françaises sur le territoire malien, Assimi Goïta a monté d'un cran sa démagogie nationaliste en faisant convoquer le ministre français des Affaires étrangères Jean Yves Le Drian et son fils Thomas par le Pôle économique et financier de Bamako pour être interrogés sur une affaire d'attribution d'un marché de fabrication de passeports maliens à une société française à laquelle serait lié le fils du ministre français. Ce dernier serait soupçonné d'avoir pistonné son fils auprès des autorités maliennes, notamment sous le régime d'IBK.

Même s'il est peu probable que le ministre de Macron se présente devant un juge à Bamako, Assimi Goïta se satisfera d'avoir fait un nouveau coup politique en direc-

tion de sa base. Mais les travailleurs ont tout intérêt à ne pas se laisser séduire par ce genre de démagogie ni par la prétendue volonté des militaires de « libérer le Mali ». Assimi Goïta et sa clique ne sont pas nés de la dernière pluie. Ils ont servi sous IBK et l'ont aidé à se maintenir au pouvoir avant de le renverser. Ils veulent rester le plus longtemps possible au pouvoir pour

s'enrichir à leur tour. Dans la situation actuelle, ils ont besoin du soutien de la population pour ne pas être balayés à leur tour, mais lorsque les travailleurs et les petits paysans réclameront leur droit à une existence décente, ces mêmes militaires n'hésiteront pas une seconde à leur tirer dessus.

Mali

L'INSALUBRITÉ DE LA CAPITALE POURRIT LE QUOTIDIEN DES HABITANTS

La ville de Bamako croule sous des tas d'ordures qui s'accumulent un peu partout dans les quartiers et les communes populaires. Les habitants sont excédés de voir que les caniveaux sont tout le temps bouchés ou inexistant, que des ordures ménagères s'amoncellent dans les quartiers d'habitation, dégagent une odeur pestilentielle et provoquent des maladies de toutes sortes.

Certes, ce n'est pas un problème qui date d'aujourd'hui mais les autorités dites de transition ainsi que la municipalité de la capitale, tout en disant que les problèmes actuels sont l'héritage de l'ancien régime d'Ibrahim Boubakar Keïta (IBK), n'ont rien fait jusqu'à présent pour améliorer la situation. Bien au contraire, elles ont plutôt tendances à masquer leur irresponsabilité en accusant les habitants de ne pas respecter les règles de propreté, de jeter les ordures n'importe où et n'importe comment, etc. Mais où jeter les ordures quand il n'y a ni bennes à ordures ni poubelles le long des rues, y compris dans le grand marché Dabani au cœur de Bamako? Choguel Maïga, premier ministre de la junte depuis un an, a promis de faire de Bamako une ville fleurie et propre mais à la place de fleurs et de poubelles promises, ce sont des déchets qui jonchent les rues !

L'État malien et la municipalité de Bamako d'un côté et l'entreprise marocaine Ozone chargée de la collecte des déchets de l'autre, se rejettent la balle. Ozone a obtenu

le contrat en 2015 mais très vite les habitants de la capitale se sont rendu compte qu'il n'y a eu aucune amélioration dans le ramassage d'ordures par rapport à la période précédente, bien au contraire.



Des habitants manifestent contre l'envahissement de leur quartier par une déchèterie sauvage. On peut observer derrière eux une montagne d'ordures.

Ozone accuse l'État malien et la municipalité de Bamako de ne pas lui verser la somme qu'ils lui doivent tandis que l'État et la municipalité accusent cette entreprise de ne ramasser que 30% des déchets et de ne pas les acheminer jusqu'à la décharge principale qui se trouve à une trentaine de kilomètres de la capitale mais de les déverser ça et là dans des endroits dits de transit et qui deviennent permanent.

Très vite, des montagnes de déchets se forment dans les quartiers populaires et les rendent invivables. C'est ainsi que les habitants de Lafiabougou (une des six communes de la capitale) ont donné le nom de «Kilimandjaro» à la montagne d'ordures si-

tuée à côté du cimetière. Cela a duré plusieurs années.

Des manifestations de rue ont éclaté pour dénoncer cette situation scandaleuse. Le gouvernement sous la houlette de l'ancien président IBK, a choisi d'envoyer la police pour matraquer les manifestants plutôt que de trouver une solution au problème. En novembre 2018, les élèves d'une école dans le quartier de Médina Coura sont sortis dans la rue pour protester contre l'accumulation d'ordures juste derrière leur établissement, rendant l'air irrespirable. Ce n'est qu'en février 2021 que le « Kilimandjaro » a disparu à la suite d'une longue lutte des habitants et de dénonciations de médias indépendants du pouvoir.

Mali

LES TRAVAILLEURS DE L'HÔTEL DE L'AMITIÉ DE BAMAKO PROTESTENT CONTRE LES LICENCIEMENTS

Le groupe tunisien Granada a pris la gestion de cet hôtel luxueux le 1^{er} mars 2020. À peine installée, la nouvelle direction a procédé à des mises en chômage technique et des suppressions de postes : 102 personnes en congés techniques pour 3 mois sans indemnités, 64 personnes en congés forcés. Quelques mois plus tard, en septembre 2020, 76 employés ont été définitivement licenciés pour motif économique, malgré des allègements de charges et des avantages de toutes sortes offerts par le gouvernement malien.

Mais, contrairement à ce qu'attendait la direction, ses mauvais coups ne sont pas passés comme une lettre à la poste. Les employés licenciés ont protesté et organisé une conférence de presse à la Bourse du Travail.

Le gouvernement, par l'intermédiaire du Directeur général du Travail, tente de calmer la protestation alors que la direction de l'hôtel envisage de procéder à de nouveaux licenciements sous prétexte que l'embargo décidé par la Cédéao (Communauté économique des États de l'Afrique de

Pris entre le marteau et l'enclume, les 1400 employés de l'entreprise Ozone ne perçoivent pas régulièrement leurs salaires. Il y a parfois deux mois de retard, la direction met cela sur le compte de l'État et de la municipalité qui lui doivent de l'argent.

En 2020, Ozone a prétendu qu'elle allait « révolutionner » son système de collecte de déchets mais ni les habitants ni les employés de cette entreprise n'ont vu un quelconque changement. Quant à la junte du colonel Assimi Goïta, elle est plus préoccupée par son maintien au pouvoir et par l'accaparement des caisses de l'État que d'améliorer les conditions d'existence de la majorité de la population.

l'Ouest) met les propriétaires de l'hôtel en difficulté financière.

Embargo ou pas, les employés ont raison de ne pas se laisser faire. Ils ont tenu une nouvelle assemblée générale à la Bourse du Travail le 3 avril dernier. La lutte continue.



1^{er} avril 2020, les employés de l'Hôtel de l'Amitié font un sit-in devant l'établissement. Sur les pancartes on peut lire, entre autres : « Trois mois sans salaire, injustice ! », « 16 années de service. Non à l'injustice »

LES TRAVAILLEURS NE DEMANDENT PAS LA CHARITÉ MAIS LE DROIT DE VIVRE DÉCEMMENT DE LEUR TRAVAIL

Le 10 mai dernier, le président sénégalais Macky Sall a annoncé à grand renfort de publicité que l'État versera à 500 000 ménages démunis une aide financière de 80 000 francs CFA (121 euros) pour faire face à la flambée des prix.

À supposer que les ménages sélectionnés reçoivent réellement cette somme, ce ne sera qu'une goutte d'eau dans un océan de misère. Un nombre toujours plus grand de personnes tombe dans le gouffre de la misère. Même ceux qui ont un petit emploi dans l'industrie, le commerce ou le bâtiment ne s'en sortent pas.

Quand on sait que dans ce pays, le salaire minimum est de 58 900 Francs CFA (89,66 euros) par mois, comment s'en sortir alors que le coût de la vie augmente en flèche ? Plus de 90% des travailleurs ne disposent pas de protection sociale (congé payé, congé maladie, assurance sociale...) en particulier dans le secteur informel urbain. C'est la situation de la majorité des travailleurs.

À côté de cette majorité, il y a une minorité de riches qui accumule toujours plus de richesses sur le dos des exploités. Cette classe de parasites et d'exploiteurs dont Macky Sall et son clan font partie,

crainent avant tout une explosion de colère de la population des quartiers pauvres.

Macky Sall, en prenant son air de bienfaiteur de l'humanité souffrante, n'a certainement pas oublié les manifestations qui se sont propagées comme une trainée de poudre dans de nombreuses grandes villes du pays en mars 2021 et les affrontements violents avec les forces de l'ordre qui se sont soldés par de nombreux morts et blessés.

Depuis un an, la situation des classes populaires n'a fait que s'aggraver.



L'arrestation de l'opposant Ousmane Sonko le 3 mars 2021 a été l'étincelle qui a fait exploser la colère de la jeunesse populaire victime du chômage et de la misère.

LES REQUINS DE L'IMMOBILIER VEULENT METTRE LA MAIN SUR L'EMPLACEMENT DE L'HÔPITAL LE DANTEC À DAKAR

Cet hôpital public vieux de plus d'un siècle est le plus important du pays, mais il est en piteux état. Le personnel s'est mis plusieurs fois en grève pour réclamer des équipements et du matériel de soins. Tous les présidents qui se sont succédé au pouvoir ont promis de faire des travaux de réhabilitation et de modernisation. Mais, à part quelques rafistolages, il n'y a pas eu une réelle volonté politique pour moderniser ce centre hospitalier historique si précieux pour

ceux qui ne peuvent pas payer les frais de soins dans des cliniques privées.

En 2014, le président Macky Sall (encore au pouvoir aujourd'hui) avait promis une «reconstruction-réhabilitation» de cet hôpital, mais c'était une promesse de plus en l'air. Il a trouvé des milliards pour construire un nouveau stade de foot et une arène de lutte mais rien pour financer des travaux en faveur de cet hôpital public.

Le personnel hospitalier et certains médias soupçonnent le gouvernement de vouloir vendre les 6 hectares de terrain de ce centre hospitalier à des promoteurs immobiliers sous prétexte qu'il se trouve à un endroit difficile d'accès à cause des embouteillages.

De nombreux promoteurs sont prêts à mettre des milliards pour mettre la main sur ce terrain à forte valeur du fait de son emplacement en plein cœur du quartier du Plateau et à quelques pas de la Corniche. Des gens proches du pouvoir sont soupçonnés de travailler en coulisse en faveur de tel ou tel requin de l'immobilier. Ils ont déjà accaparé tous les espaces le long de la Corniche pour ériger des hôtels et des immeubles de luxe

en chassant la population pauvre de plus en plus loin de la ville.

L'hôpital Le Dantec sera peut-être leur prochaine proie si le personnel hospitalier et les usagers de cet hôpital ne s'y opposent pas fermement.



L'entrée principale de l'hôpital Le Dantec

Côte d'Ivoire

COP 15 : RIEN QUE DE LA COMÉDIE

La COP 15, la quinzième « conférence des parties de la convention des Nations Unis sur la lutte contre la désertification » se tient en ce moment à Abidjan du 9 au 20 mai 2022. Le thème retenu cette année est : "Restauration des sols arides et des forêts dégradées pour une agriculture du futur". Neuf chefs d'États africains, de hauts responsables d'organisations panafricaines, des PDG de grandes entreprises privées, des représentants issus de 197 pays participent à cette rencontre.

Voici encore une occasion pour ces gens de se pavaner dans des hôtels luxueux pour brasser de l'air et pondre des discours pompeux, histoire de montrer qu'ils sont préoccupés par le climat et la dégradation des milieux naturels. Dans cette affaire, il y a surtout à boire et à manger. Rien que l'organisation de cette rencontre a coûté 4,5 milliards de francs Cfa (plus de 7 millions d'euros).

Rien de bon ne sortira de cette énième COP. C'est comme qui dirait : « le chien aboie, la caravane passe ». Il y a déjà

eu 14 sommets de ce genre et il y en aura certainement d'autres, mais la situation n'a fait qu'empirer.

Selon les rapports publiés, la dégradation des terres affecte 60% du territoire ivoirien et près de 100% de la partie Nord du pays. On a parlé aussi de la disparition du couvert forestier.

Ce sont là des vrais problèmes alarmants, mais tant que les grandes firmes capitalistes auront des profits à tirer dans le cacao, caoutchouc, huile de palme, bois précieux, etc., ce ne sont pas des chefs d'État complètement à leur botte qui changeront quoi que ce soit.

Les ravages du couvert forestier, l'agriculture intensive, la surexploitation des terres, l'utilisation abusive des pesticides, la pollution des eaux et bien d'autres fléaux sont liés au système capitaliste. C'est pourquoi parler de restaurer la nature sans combattre le capitalisme, c'est bavarder pour ne rien dire.

TRAFIC DE FAUX MÉDICAMENTS : QUAND LE GOUVERNEMENT FAIT MINE DE S'EN PRÉOCCUPER

Suite à la découverte d'une fabrique clandestine, le Service Régional de la Police Judiciaire a saisi récemment 1,3 tonne de faux médicaments.

Si des médicaments de contrebandes se propagent un peu partout c'est parce qu'il existe une clientèle nombreuse qui les achète, en l'occurrence des travailleurs qui ne peuvent pas faire autrement à cause des prix élevés des médicaments non trafiqués. C'est le manque de moyen qui pousse les populations pauvres à se soigner dans les rues. Or la misère ne fait que s'aggraver de

jour en jour à cause du chômage, des bas salaires et de la flambée des prix.

Le trafic de faux médicaments est une affaire juteuse qui a encore un bel avenir puisqu'il rapporterait plus d'argent que celui de la drogue. Le gouvernement peut toujours se vanter d'avoir mis la main sur quelques trafiquants. Cela ne doit pas masquer le fait que la politique qu'il mène ne fait qu'enrichir la minorité exploiteuse au détriment des travailleurs et des couches populaires. Ce faisant, il est objectivement complice de tous ceux qui profitent de la misère pour se faire de l'argent.

LES AUTORITÉS NE TRAITENT PAS LES HABITANTS DES QUARTIERS PAUVRES COMME DES HUMAINS !

Depuis plus de trois mois, l'eau ne coule plus à Micao, un quartier ouvrier jouxtant la zone industrielle de Yopougon. Cette situation révoltante perdure et ne semble pas trouver de solution.

Voici le témoignage d'un travailleur habitant ce quartier :

« Cela fait pratiquement 3 mois jour pour jour que nous sommes sans eau. C'est vraiment pitoyable. Nous sommes obligés d'acheter de l'eau dans des bidons de 25 litres à 200f où 250f avec des chauffeurs de taxi-moto (tricycle). Nous dépensons en moyenne 1500f par jour, soit 45 000 F par mois, rien que pour l'achat d'eau potable. Et ça c'est pour les petites familles. Cela équivaut à la moitié du salaire pour beaucoup d'entre nous. Comment alors faire face aux autres dépenses avec tous les prix qui flambent.

Ceux qui n'ont pas les moyens d'y faire face, sont obligés de parcourir une grande distance pour acheter le bidon d'eau à 100f et le transporter sur une brouette

(quand il y en a) sinon c'est sur la tête. Nous nous lavons une seule fois par jour pour économiser l'eau. Nous sommes obligés très souvent d'acheter de la nourriture dehors car il n'y a pas d'eau pour la cuisine et la vaisselle. Pour aller au besoin, on est obligé de le faire dans des sachets noirs et ensuite les jeter dans les poubelles parce qu'il n'y a pas d'eau pour les toilettes. Notre souhait est qu'il pleuve tous les jours pour que nous puissions avoir de l'eau de pluie pour la lessive.

Lorsque nous nous rendons à la Sodeci, on nous dit que cela est dû à une panne technique et que cela sera réglé bientôt. Mais on attend toujours. Cette situation est d'autant plus révoltante que l'usine de traitement d'eau potable ainsi que plusieurs stations de pompage se trouvent juste à côté. Cela ne peut pas durer indéfiniment ! L'idée d'un soulèvement de tout le quartier pour se faire entendre suit son petit chemin. C'est certainement cela que les autorités attendent pour solutionner le problème. »

IL Y A 50 ANS, LE 1^{er} RÉGIME POST COLONIAL FUT BALAYÉ PAR UN RAZ-DE-MARÉE DE LA POPULATION PAUVRE

Dans les années 1970 et 1971, soit une dizaine d'années après l'Indépendance, des famines frappaient durement la population pauvre, principalement celle du sud de la Grande île. Les causes de cette calamité n'étaient pas que climatiques : la population était exsangue à cause des longues années de domination coloniale directe et du pillage perpétré par les capitalistes français.

Au bout de dix ans d'indépendance, les gens continuaient d'être malheureux, ils étaient tenus d'accepter leur sort c'est à dire le dénuement, les privations et la misère. Ils étaient maintenant confrontés aux nouvelles structures. Certes, les chefs des districts, les gendarmes et les policiers auxquels ils devaient désormais avoir affaire, n'étaient plus des blancs et ne portaient plus le casque colonial, mais la réalité de la vie quotidienne de la population pauvre ne s'était pas du tout améliorée. Le peu de riz dont les gens disposaient ainsi que la viande de bœuf et les denrées de base, n'étaient plus accessibles à leurs faibles moyens. Tout cela continuait de prendre comme avant, la direction de la France.

La majorité de la population n'en pouvait plus, beaucoup de paysans mouraient de faim et même de soif et de dénuement car ils n'avaient pas grand-chose à se mettre sur la peau même pendant les nuits froides de cette région tropicale semi désertique.

Le nouveau régime, dirigé pourtant par quelqu'un qui avait la même couleur de peau qu'eux, Tsiranana, était aussi impitoyable et féroce à leur égard que celui des colonialistes. Ceux qui osaient protester contre cette situation subissaient les pires châtiments : tortures et emprisonnements étaient monnaie courante. Ceux qui étaient considérés comme « meneurs » étaient capturés puis déportés sans ménagement vers le bagne de l'île de « Nosy lava » de sinistre

renommée. Peu de personnes réussissaient à s'en échapper.

Il n'y avait pas que les gens pauvres de l'extrême sud-ouest qui faisaient les frais de cette terrible dictature, ceux des autres régions qui n'étaient pas du tout désertiques n'étaient pas épargnés pour autant. La colère était grande, des explosions sporadiques avaient lieu çà et là à travers tout le pays, mais l'explosion sociale généralisée des masses ne s'était pas encore produite, elle était cependant en gestation.

Différentes formations et partis politiques existaient dans ce pays plus vaste que la France. Leur implantation était ethnique ou régionale, mais à des degrés divers tous étaient (et le sont toujours) liés aux classes riches. La bourgeoisie merina des hauts plateaux avait, et a toujours ses partis, celle des côtes les siens, différents et parfois opposés aux premiers. Les églises, protestantes ou catholiques prêchaient et prêchent toujours la résignation des travailleurs et des gens pauvres en général, cela ne les empêche nullement d'être liées aux couches sociales privilégiées. Les mosquées bien que minoritaires à l'échelle du pays existaient et existent un peu partout. Elles aussi cultivent de tels liens avec ces couches sociales et leur servent de courroie de transmission.

L'explosion sociale généralisée qui était en gestation a fini par avoir lieu. Le facteur déclenchant fut un mouvement étudiant, lequel s'est répandu à toute la jeunesse scolarisée. Puis les jeunes chômeurs d'Antananarivo se sont mis à la remorque à travers leur structure qui s'est donné peu de temps après le nom de Zoam. Les travailleurs ont applaudi, beaucoup se sont mis en grève. Et le 13 mai 1972 ce sont 200 000 personnes qui se sont rassemblées sur la place de l'Hôtel de Ville d'Antananarivo. La Mairie occupée par les étudiants a pris feu et fut encerclée par les « Forces De Sécurité » (FDS).

Tsirana avait été écarté en douceur par l'armée et mis en lieu sûr peu de temps après son intervention à la radio nationale dans laquelle il demandait aux forces de l'ordre de tirer même si 100 000 personnes devaient mourir. Il a dit en malgache : « Tsak tsak tsak, na zato arivo no maty ». C'est le général Ramanantsoa qui prit la relève, dans la continuité.



Le 13 mai 1972, l'Hôtel de Ville de la capitale est incendié.

Peu de temps après l'explosion sociale, le régime a basculé entre les mains de Ratsimandrava, un jeune militaire qui bénéficiait d'une certaine cote de popularité auprès de ses homologues et aussi de la jeunesse du pays. Ce militaire est mort quelques mois après, dans un accident et

dans des circonstances pas tout à fait élucidées. C'est un autre militaire, formé en France, l'officier de marine Ratsiraka qui a pris la succession, il opère la nationalisation des banques, des compagnies d'assurance, des grandes sociétés d'import-export, crée le Franc Malgache en 1975, effectue la malgachisation de l'enseignement. Il s'est maintenu au pouvoir durant plus de deux décennies entrecoupées de deux années de pouvoir civil.

En l'absence d'un parti politique communiste révolutionnaire dirigé par les travailleurs, l'énergie des masses pauvres, leur aspiration à un monde meilleur ont été récupérées par les nationalistes. Ceux-ci ont fait preuve de radicalisme et réussi à dévoyer cette énergie vers une impasse sanglante. En fin de compte ce sont eux qui ont tiré les marrons du feu au profit de la bourgeoisie capitaliste et de l'impérialisme.

La dictature, la misère et le sous-développement se sont aggravés et c'est pire en cette période de crise. À Madagascar comme ailleurs il faut que les travailleurs prennent leur sort en mains, à commencer par la construction de leur propre parti politique.

50^{ème} ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE NKRUMAH

L'AFRIQUE UNIE SERA SOCIALISTE

À l'occasion du 50^{ème} anniversaire de la mort de Kwame Nkrumah, de nombreux médias ont publié des documents sur la vie et les idées de cet homme considéré comme le père du panafricanisme.

Au lendemain des indépendances des pays africains, deux tendances s'affrontaient. Il y avait le groupe de Casablanca dont faisait partie Nkrumah qui était pour la fédération des États africains afin de palier les faiblesses des micro-États issus du découpage colonial. En face il y avait le groupe de Monrovia (le Nigéria et les pays francophones) qui ne voulait pas entendre

parler de fédération. Il estimait que chaque président devait gérer son pays. C'est cette position qui l'emporta à la naissance de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine), le 25 mai 1963 à Addis-Abeba.

Qui était Kwame Nkrumah ?

Il est né en 1909 dans une famille modeste, dans un village du sud-ouest de l'ancien Gold Coast devenu Ghana après l'indépendance. En 1935, après son premier cycle d'études, il se rendit aux États-Unis pour continuer ses études. C'est là-bas qu'il découvrit les idées socialistes, mais aussi des

militants noirs tels que Marcus Garvey et W.E.B. Du Bois. La pensée pan-négriste et panafricaniste de ces derniers alimenta sa propre prise de conscience et le transforma en un nationaliste africain.

Parallèlement à ses études, il se lança dans le militantisme, rejoignant l'association des étudiants africains des États-Unis et du Canada dont il deviendra le président. Son militantisme le conduisit ensuite en Angleterre où il s'imposa très vite comme un des hommes-clés du mouvement panafricain. À ce titre, il organisa le 5^{ème} congrès panafricain qui se tint à Manchester en 1945.

Une fois rentré au pays en 1947, Nkrumah se lança dans la lutte pour la décolonisation de Gold Coast. Il fut arrêté et jeté en prison pour agitation politique. Cela n'a fait que le rendre encore plus populaire dans son pays au moment où l'aspiration à la liberté et à l'indépendance se propageait de plus en plus. Il crée son parti le CPP (Convention People's Party) qui prendra les rênes du pouvoir lors de la proclamation de l'indépendance le 6 mars 1957.

Il proclama sa volonté de continuer d'œuvrer pour une Afrique réunifiée et fit une unification symbolique avec la Guinée de Sékou Touré, pays avec lequel le Ghana n'avait aucune frontière commune. Sékou Touré le nomma comme coprésident honorifique de la Guinée mais leur idylle n'alla pas plus loin.

Les limites du panafricanisme à la sauce Nkrumah

C'est cette posture de militant pour l'union des États africains (panafricanisme) qui auréole encore aujourd'hui Kwame Nkrumah. Cette idée de créer un ensemble plus vaste qui permettrait au continent africain de mieux se défendre contre le pillage impérialiste et de développer son économie, continue d'avoir un écho favorable dans une partie de l'intelligentsia africaine.

Ceux qui se réclament des idéaux de Nkrumah fustigent très souvent le rendez-vous manqué d'Addis-Abeba en 1963, où les tenants de la thèse fédéraliste n'ont pas obtenu la majorité lors de la création de l'OUA. Pour eux, nombre de maux qui minent l'Afrique découleraient de là. C'est pour le moins naïf.

Certes, une Afrique constituée d'États fédérés aurait plus de poids qu'un État-croupion et permettrait de réaliser plus de choses qu'un État pris individuellement. Mais croire que la création des États-Unis d'Afrique aurait dépendu du simple vote des chefs d'États africains, c'est plus que de la naïveté. Nulle part il n'est question de la nécessité de l'intervention des masses africaines sur l'arène politique.

Nombres de gouvernements mis en place dans les anciennes colonies, n'étaient qu'une continuité en couleur locale de l'administration coloniale et leurs dirigeants continuaient à prendre leurs instructions directement auprès de l'ancienne métropole coloniale. Ces dernières avaient encore trop besoin des ressources de leurs ex-colonies pour risquer d'en perdre le contrôle, cela reste encore vrai aujourd'hui. C'est l'une des raisons pour laquelle les anciennes puissances coloniales ont émietté le continent en petits morceaux plus malléables à l'heure des indépendances.



La reine Elisabeth II et Kwame Nkrumah dansent lors d'un bal organisé à l'occasion du sommet du Commonwealth qui s'est tenu dans la capitale ghanéenne en novembre 1961. Le leader du panafricanisme n'a jamais rompu ses relations avec l'ancienne puissance coloniale.

L'unité africaine n'aurait été possible qu'au prix de luttes acharnées des peuples opprimés contre l'impérialisme et contre ses valets locaux. Mais ni Nkrumah, ni les autres leaders politiques africains ne l'ont réellement souhaité et tenté. Pendant la période de décolonisation, il y a eu des luttes, y compris armées, ainsi que des organisations politiques combattantes mais elles sont restées strictement dans le cadre nationaliste étriqué.

50 ans après la mort de Nkrumah le panafricanisme fait toujours rêver dans un petit milieu de la petite bourgeoisie intellectuelle ou des artistes africains. Mais cela ressemble plus à de l'incantation qu'à une véritable envie d'agir politiquement et concrètement au sein des masses opprimées et exploitées.

Les révolutionnaires communistes sont les seuls à vouloir réellement un monde sans

frontières et à s'en donner les moyens politiques en militants au sein de la classe ouvrière sans distinction de nationalité, de couleur de peau ou de religion. Ils luttent contre les idées nationalistes qui veulent perpétuer les barrières artificielles entre les exploités. Ils vont au-delà du panafricanisme incantatoire des bourgeois car ils veulent non seulement abolir les frontières entre les peuples mais abolir aussi le capitalisme qui les a créées pour ses propres besoins.

L'appel lancé par Karl Marx en 1848 : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* » est d'une actualité brûlante encore aujourd'hui, en Europe, en Afrique et ailleurs au moment où la crise économique et la flambée des prix aggravent les conditions d'existence de la majorité pauvre des populations et où les idées racistes, ethnistes, communautaristes et nationalistes sèment leur poison.



Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.

